

Brochure n° 3154

**Convention collective nationale**

**IDCC : 3216. – NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION)**

AVENANT N° 15 DU 21 MARS 2017

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS

AU 1<sup>ER</sup> MARS 2017

NOR : ASET1750470M

IDCC : 3216

Entre

FNBM

D'une part, et

CSFV CFTC

FNCB CFDT

FG FO construction

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant portant sur la grille des salaires minima est applicable aux salarié(e)s qui relèvent de la convention collective nationale des cadres de la branche du négoce des matériaux de construction.

*Barème applicable pour la durée légale du travail  
à compter du 1<sup>er</sup> mars 2017*

VPA = 77,54886.

*(En euros.)*

VI	A	350	27 142,10
	B	380	29 468,57
VII	A	410	31 795,03
	B	450	34 896,99
	C	490	37 998,94

VIII	A	550	42 651,87
	B	600	46 529,32
	C	650	50 406,76
IX	A	680	52 733,22
	B	750	58 161,65

## **Article 2**

### *Égalité salariale entre les femmes et les hommes*

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, et à définir et programmer mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération, conformément à l'article L. 2241-9 du code du travail.

## **Article 3**

### *Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension*

Le présent avenant entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 2017.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

## **Article 4**

### *Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

## **Article 5**

### *Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

## **Article 6**

### *Force obligatoire de l'accord*

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 21 mars 2017.

(Suivent les signatures.)